

Service des risques naturels et technologiques
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 Nantes

Nantes, le 02/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRETECHE OUEST

2 RUE DE L'OCEAN - ZA SUD DES ACHARDS
CS 30020
85150 LES ACHARDS

Références : 24-0537
Code AIOT : 0100031326

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2024 dans l'établissement BRETECHE OUEST implanté ZA BEL'AIR 85190 MACHE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection faite dans le cadre de l'action nationale

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRETECHE OUEST
- ZA BEL'AIR 85190 MACHE
- Code AIOT : 0100031326
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Brétéché a installé sur le site de Maché en Vendée une station service hydrogène vert, il s'agit de la première station aux couleurs AVIA en France. Les installations contrôlées concernant l'hydrogène sont la compression, le stockage, la distribution et le système frigorifique lié au process.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression
- AN24 Énergies nouvelles ESP

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux équipements sous pression relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Compétence du personnel	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Dossiers des équipements partie fabrication	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 III	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Contrôle de mise en service	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Suivi avec plan d'inspection	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Programmes de contrôles des tuyauteries	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Vérification des accessoires de sécurité avec ou sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 22	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Autres Concerne la société Mc Phy	Arrêté Ministériel du 20/11/2017	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Déclaration de mise en service	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé des écarts sur la réglementation équipements sous pression pour lesquels l'exploitant a entrepris en amont de la rédaction du rapport l'ensemble des actions correctives.

Les éléments attendus pour solder ces écarts sont:

- le document reconnaissant le personnel apte à la conduite des ESP
- les compléments attendus concernant les notices d'instruction du fabricant Mc Phy
- la liste des ESP complétée des équipements sous pression du système frigorifique

- les comptes rendus des contrôles de mises en services définitifs et satisfaisants
- le plan d'inspection et la vérification initiale du groupe froid
- les programmes de contrôles des tuyauteries Hydrogène
- la procédure de gestion des organes d'isolement localisés sur les stockages hydrogène MP et HP
- Justifier pour l'installation provisoire (exploitant Mc Phy) qu'elle n'est pas soumise à Contrôle Mise en Service et Déclaration de Mise en Service

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Compétence du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose du personnel nécessaire à l'exploitation, à la surveillance, et à la maintenance des équipements. Il fournit à ce personnel tous les documents utiles à l'accomplissement de ces tâches.</p> <p>Le personnel chargé de l'exploitation et celui chargé de la maintenance d'équipements sont informés et compétents pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger.</p> <p>Pour les équipements répondant aux critères de l'article 7, le personnel chargé de l'exploitation est formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant et périodiquement confirmé dans cette fonction.</p> <p>II. - L'exploitant fournit les moyens humains et matériels nécessaires aux opérations de contrôle.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'équipements sous pression éligibles à l'article 7 (ESP soumis à DMS). L'exploitant ne dispose pas de document reconnaissant son personnel apte à la conduite des ESP.</p> <p><u>Documents transmis le 10/07/2024:</u></p> <p>- Offre de formation Apave signée le 10/07/2024 afin d'établir le document attendu.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra établir et transmettre à l'issue de la formation Apave, le document désignant son personnel apte à la conduite des ESP.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Dossiers des équipements partie fabrication

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.

Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :

- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;

- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;

- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage. [...]

II. - Ce dossier d'exploitation est transmis au nouvel exploitant lors d'un changement de site ou de propriétaire.

Constats :

Dans le cadre de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il ne disposait pas pour les ESP individuels de notice d'instruction en langue du pays et que la notice d'instruction de l'ensemble Mc Phy rédigé en Français manquait d'information, notamment sur les organes de coupures en amont des soupapes de sécurités des stockages Hydrogène MP et HP.

Document transmis le 03/07/2024

- La déclaration de conformité CE d'ensemble Mc Phy sans la liste des composants

Document transmis le 10/07/2024

- Mail exploitant le 10/07/2024 précisant les points demandés au fabricant Mc Phy afin d'obtenir les éléments attendus

- La déclaration de conformité CE d'ensemble Mc Phy accompagnée de 6 annexes listant l'ensemble des composants

- Les déclarations de conformité CE des tuyauteries (ligne compresseur, ligne évent HP, ligne évent appareil de distribution, ligne évent gaz Manifold)

- Les déclarations de conformité CE des ESP soumis à DMS

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra justifier à l'inspection que le fabricant Mc Phy a fait le nécessaire en transmettant les notices d'instructions des ESP en français et sa notice d'instruction d'ensemble, complétée des éléments permettant une conduite des installations en toute sécurité.

(Constat en lien avec la fiche de constat n° 8)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 III
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : La liste des ESP transmise le 03/07/2024 a fait l'objet de remarques par l'inspection (certains éléments étaient erronés et incomplets). La liste des ESP transmise le 10/07/2024 a été corrigée, mais ne comprend pas l'ensemble des équipements sous pression du système frigorifique. <u>Documents transmis le 03/07/2024 :</u> - La liste des ESP <u>Documents transmis le 10/07/2024 :</u> - La liste des ESP réactualisée - Mail exploitant le 10/07/2024 demandant au fabricant Mc Phy le détail des équipements sous pression du groupe froid
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra transmettre la liste des ESP intégrant les équipements sous pression individuels du système frigorifique (côté compresseur et distribution).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Déclaration de mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et contrôle de mise en service
Prescription contrôlée : La déclaration de mise en service est requise avant la première mise en service de l'équipement.
Constats :

<p>La déclaration LUNE n°381506 concernant le stockage H2 (Skid de 24 ESP, 35 litres 1000 bars) comprenait le certificat de conformité de l'ON pour le module F de la directive 2014/68 UE et non la déclaration de conformité CE de l'ensemble.</p> <p><u>Documents transmis le 03/07/2024 et le 10/07/2024:</u> La déclaration de mise en service LUNE n°381506 datée du 08/07/2024 La déclaration de mise en service LUNE n°381830 datée du 03/07/2024</p> <p>La déclaration de conformité CE de l'ensemble a été jointe à la déclaration LUNE n°381506.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contrôle de mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et contrôle de mise en service
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le contrôle de mise en service est requis avant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la première mise en service de l'équipement ou après une évaluation de conformité liée à une intervention importante définie à l'article 27 du présent arrêté ; - la remise en service en cas de nouvelle installation en dehors de l'établissement dans lequel l'équipement était précédemment utilisé.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose sur l'installation Hydrogène, d'équipements sous pression éligibles à contrôle de mise en service (CMS). Ces contrôles ont été réalisés par l'Apave le 2 juillet 2024 et se concluent par l'établissement de comptes rendus provisoires avec réserves.</p> <p><u>Documents transmis le 10/07/2024:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Compte rendu CMS provisoire pour le récipient de marque Roth n°18223 - Compte rendu CMS provisoire pour le récipient de marque Chesterfield n°44499 - Compte rendu CMS provisoire pour le récipient de marque Chesterfield n°44500 - Compte rendu CMS provisoire pour l'ensemble de marque Vitkovice n°16324845 - Contrat de prestation Apave signé le 10/07/2024 afin de lever les réserves et d'établir les comptes rendus de mise en service définitifs et satisfaisants
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les comptes rendus des Contrôles de Mise en Service définitifs donnant satisfactions sont à transmettre à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Suivi avec plan d'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu des plans d'inspection
Prescription contrôlée : I. - Lorsqu'un équipement fait l'objet d'un suivi selon un plan d'inspection, ce plan définit les actions minimales de surveillance à réaliser pour qu'un équipement fasse l'objet d'un examen complet dans l'intervalle séparant deux requalifications périodiques ou l'intervalle entre la mise en service et la première requalification périodique, pour les équipements soumis à cette opération de contrôle. Dans le cas où le plan prévoit des contrôles non destructifs, il précise leur nature, leur localisation, leur étendue et la période maximale entre deux contrôles. Un examen est considéré comme étant complet s'il permet une surveillance effective, selon des critères d'acceptabilité prédéterminés, de l'ensemble des modes de dégradation réels et potentiels pouvant affecter l'équipement. Il tient compte des conditions de conception et de fabrication de l'équipement mentionnées dans la notice d'instructions, des conditions de son exploitation, de l'environnement dans lequel il est utilisé, et des résultats des examens antérieurs, en particulier l'évaluation des dégradations éventuelles mises en évidence, qu'elles soient liées à sa fabrication ou à son exploitation. Les critères d'acceptabilité sont adaptés au caractère qualitatif, semi-quantitatif ou quantitatif des informations intervenant dans la détermination de la période maximale entre les contrôles et de leur nature contribuant à l'examen complet, et aux incertitudes affectant ces informations. Un plan d'inspection couvre un équipement individuel ou un lot d'équipements ayant des caractéristiques de fabrication et des conditions d'exploitation homogènes. II. - Le plan d'inspection comporte un examen visuel régulier des accessoires de sécurité, des accessoires sous pression, ainsi que des dispositifs de régulation et de sécurité mentionnés aux II et III de l'article 3. [...] IV. - Le plan d'inspection est établi selon les guides professionnels ou cahiers techniques professionnels approuvés, listés en annexe 2, ou selon d'autres guides ou cahiers techniques professionnels approuvés par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle publiée au Bulletin officiel du ministère chargé de la sécurité industrielle. Tout nouveau guide ou cahier technique professionnel et toute modification de guide ou cahier technique professionnel existant sont établis en accord avec le guide professionnel reconnu mentionné au 2° de l'article R. 557-14-4 du code de l'environnement. [...] Le Cahier Technique Professionnel (CTP) USNEF du 23 juillet 2020 relatif au suivi en service des systèmes frigorifique précise le suivi réglementaire des systèmes frigorifiques
Constats : La station service Hydrogène dispose d'un système frigorifique de marque Eurodifroid n°RFD3X7TAI2CBTV3 comprenant 3 compresseurs hermétiques, des réservoirs liquide ainsi qu'un échangeur sur la partie distribution qui n'ont pas fait l'objet des contrôles prévus par le CTP USNEF du 23 juillet 2020. <u>Documents transmis le 10/07/2024:</u> - Contrat de prestation Apave signé par l'exploitant le 10/07/2024 précisant d'une part l'assistance

à la rédaction du plan d'inspection et d'autre part la vérification initiale du système frigorifique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra transmettre le Plan d'Inspection et le compte rendu de vérification initiale du groupe froid de marque Eurodifroid n°RFD3X7TAI2CBTV3. Ces documents devront faire apparaître l'échangeur localisé sur la distribution.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Programmes de contrôles des tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi sans plan d'inspection
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : -1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; -2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus. II. - Les récipients mobiles sont en outre vérifiés extérieurement avant chaque remplissage. III. - Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service. [...]
Constats :

<p>L'installation Hydrogène comprend des tuyauteries soumises à inspection périodique (tuyauteries PS x DN au-delà du DN 25 et PS x DN supérieur à 1000).</p> <p>L'exploitant doit établir dans l'année de leurs mises en service, un programme de contrôle.</p> <p><u>Documents transmis le 10/07/2024:</u></p> <p>- Contrat de prestation Apave signé par l'exploitant le 10/07/2024 précisant la rédaction de 7 programmes de contrôle de tuyauteries</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra transmettre à l'inspection, les programmes de contrôles des tuyauteries.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 8 : Vérification des accessoires de sécurité avec ou sans PI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 22</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Suivi sans plan d'inspection</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La vérification des accessoires de sécurité comporte les opérations suivantes :</p> <p>a) La vérification, en accord avec les états descriptifs, le cas échéant mis à jour, ou la notice d'instructions des équipements, montrant que les accessoires de sécurité présents sont ceux d'origine ou assurent une protection au moins équivalente, et la vérification de la réalisation des contrôles prévus le cas échéant par la notice d'instructions ;</p> <p>b) La réalisation, en accord avec le processus industriel et les fluides mis en œuvre, d'un contrôle de l'état des éléments fonctionnels des accessoires de sécurité ou d'un essai de manœuvrabilité adapté montrant qu'ils sont aptes à assurer leur fonction avec un niveau de sécurité compatible avec les conditions d'exploitation prévues ;</p> <p>c) La vérification de l'absence d'obstacles susceptibles d'entraver le fonctionnement des accessoires de sécurité ;</p> <p>d) Pour les équipements sous pression dont le produit de la pression maximale admissible en bars par le volume en litres excède 3 000 bar.l, le retarage des soupapes de sécurité ou leur remplacement par un accessoire de sécurité assurant la même protection ;</p> <p>e) L'examen visuel, ainsi que la vérification du fonctionnement et du réglage des dispositifs comprenant un organe de mesure ou de détection pilotant une fonction d'intervention ou de coupure et de verrouillage permettant de prévenir le dépassement d'une limite admissible, si l'un de ces dispositifs est présent. L'examen visuel permet de s'assurer que la dernière vérification de ces dispositifs effectuée lors de la dernière inspection périodique est satisfaisante ;</p> <p>f) Les soupapes des équipements dispensés de vérification intérieure ne font l'objet que d'un examen visuel extérieur sans dépose ni démontage ;</p> <p>g) L'examen des disques de rupture et des certificats les accompagnant.</p>
<p>Constats :</p>

Les soupapes de sécurités installées sur les stockages Hydrogène MP et HP sont équipés de vannes d'isolements pouvant conduire à entraver le fonctionnement des accessoires de sécurité.

Documents transmis le 10/07/2024:

- Mail exploitant précisant avoir demandé au fabricant Mc Phy, les éléments concernant les organes d'isolement des soupapes, leurs modalités et la gestion en cas de nécessité de les manœuvrabilités.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra justifier à l'inspection que l'installation Hydrogène est conforme à la réglementation en transmettant la notice du fabricant précisant clairement les modalités de gestion des organes d'isolements ou le cas échéant transmettre une procédure relative à ces dispositifs d'isolement validée par un organisme habilité accompagnée d'un compte rendu de contrôle après intervention (CAI).

(Constat en lien avec la fiche de constat n° 2)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Autres, concerne la société Mc Phy

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017

Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration de Mise en Service (DMS) et Contrôle de Mise en Service (CMS)

Prescription contrôlée :

La société Mc Phy a installé de manière temporaire une station Hydrogène (solution de secours).

Constats :

La société Mc Phy devra justifier à l'exploitant que l'installation provisoire ne comprend d'ESP soumis à DMS. Dans le cas contraire, une DMS et un CMS sont nécessaires.

Documents transmis le 10/07/2024:

Mail exploitant précisant avoir demandé à Mc Phy de confirmer si cette installation est éligible à DMS et CMS

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois